

**Art. 8.** De administratie publiceert de relevante informatie, vermeld in bijlage III en in overeenstemming met artikel 9 van Verordening (EU) nr. 651/2014, over elke specifieke vergoeding van meer dan 100 000 euro die op grond van dit besluit wordt toegekend, binnen twaalf maanden na de datum van toekenning via het IT-instrument van de Europese Commissie.

De administratie bewaart alle gegevens die nodig zijn om vast te stellen of aan de gestelde voorwaarden is voldaan, gedurende een periode van tien jaar na de toekenning van de specifieke vergoeding. De Administratie geeft deze informatie door aan de Europese Commissie indien deze daarom verzoekt.

**Art. 9.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt wordt.

**Art. 10.** De Minister van Economie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 22 april 2021.

Voor de Regering:

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie,  
Digitale Technologieën, Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,  
W. BORSUS

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2021/31203]

**22 AVRIL 2021. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif à l'octroi  
d'une indemnité spécifique à destination du secteur des transports de voyageurs**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des petites ou moyennes entreprises, articles 10 et 19;

Vu le rapport du 31 mars 2021 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 31 mars 2021;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 1<sup>er</sup> avril 2021;

Vu la demande d'avis dans un délai de 5 jours, adressée au Conseil d'État le 2 avril 2021, en application de l'article 84, § 1, alinéa 1, 3°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Vu l'urgence;

Considérant l'arrêté ministériel du 28 octobre 2020 portant des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19, modifié pour la dernière fois par l'arrêté ministériel du 26 mars 2021;

Considérant le Comité de concertation du 24 mars 2021;

Considérant que bien que ne figurant pas dans la liste des secteurs touchés par une obligation de fermeture, le secteur des autocars est fortement impacté depuis le début de la crise liée au COVID-19, à la suite des mesures de restriction liées au voyage mais également, plus largement, aux activités récréatives;

Considérant la spécificité du secteur des autocars, qui représente un secteur à forte intensité de capital entraînant des coûts permanents élevés notamment lié à un amortissement lourd et rapide des véhicules et leur faible valeur résiduelle mais également aux grandes infrastructures liées à l'organisation de l'activité, il est proposé qu'une mesure spécifique soit adoptée pour ce secteur;

Considérant qu'il y a urgence d'adopter le présent arrêté vu la situation de crise exceptionnelle qui subsiste à savoir, les conséquences de la crise sanitaire du COVID-19 pour de nombreuses entreprises qui subissent indirectement de graves dommages économiques;

Considérant qu'il est nécessaire de fournir une aide d'urgence aux entreprises concernées afin de limiter les dommages économiques;

Considérant que les entreprises concernées par le présent arrêté ont vu leur chiffre d'affaires baisser, voire disparaître, mettant ainsi en péril les revenus des entrepreneurs et de leurs salariés;

Considérant que la présente aide a, notamment, pour objet d'amoinrir les difficultés rencontrées et de tenter d'éviter une vague de faillites parmi les entreprises confrontées à des problèmes de liquidité urgents du fait de la crise;

Considérant que les défauts de paiement dus à des problèmes de liquidité pourraient entraîner un effet domino sur l'économie des entreprises concernées, ce qui devrait être évité à tout prix;

Considérant que ces problèmes et effets se font sentir et qu'il n'est donc pas justifié de connaître des retards dans la mise en place de la mesure d'aide;

Considérant qu'il y a dès lors lieu d'intervenir dans ces domaines;

Qu'il est fondamental de pouvoir soutenir financièrement ce secteur dans les meilleurs délais;

Considérant la communication de la Commission du 19 mars 2020 relative à l'encadrement temporaire des mesures d'aide d'État visant à soutenir l'économie dans le contexte actuel de la flambée de COVID-19, le point 22;

Considérant que le présent arrêté ne sera applicable qu'après l'approbation par la Commission européenne conformément à la communication de la Commission du 19 mars 2020 précitée;

Sur proposition du Ministre de l'Economie;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1° le décret : le décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des petites ou moyennes entreprises;

2° le Ministre : le Ministre qui a l'économie dans ses attributions;

3° l'entreprise : la très petite, la petite ou la moyenne entreprise visée à l'article 3, §§ 3 et 5, du décret ainsi que la personne physique qui exerce une activité professionnelle à titre principal et qui, compte tenu de ses revenus professionnels, paie des cotisations sociales,

4° le Code NACE-BEL : la nomenclature d'activités économiques élaborée par l'Institut national des statistiques (NACE-BEL 2008) dans un cadre européen harmonisé, imposé par le règlement (CEE) n° 3037/90 du 9 octobre 1990 du Conseil relatif à la nomenclature statistique des activités économiques dans la Communauté européenne, modifié par le Règlement (CEE) n° 761/93 de la Commission du 24 mars 1993, le Règlement (CE) n° 29/2002 du 19 décembre 2001, le Règlement (CE) n° 1882/2003 du Parlement européen et du Conseil du 29 septembre 2003 et le Règlement (CE) n° 1893/2006 du Parlement européen et du Conseil du 20 décembre 2006;

5° l'Administration : le Service public de Wallonie Economie, Emploi et Recherche;

6° la plateforme web : l'application web, visée à l'article 1er, § 1er, alinéa 1er, 6°, du décret du 21 décembre 2016 portant octroi d'aides, au moyen d'un portefeuille intégré d'aides en Région wallonne, aux porteurs de projets et aux petites et moyennes entreprises pour rémunérer des services promouvant l'entrepreneuriat ou la croissance, et constituant une banque de données de sources authentiques liées à ce portefeuille intégré, accessible à l'adresse <https://indemnitecovid.wallonie.be/>;

7° l'encadrement temporaire : la communication de la Commission du 19 mars 2020 relative à l'encadrement temporaire des mesures d'aide d'État visant à soutenir l'économie dans le contexte actuel de la flambée de COVID-19, modifiée en dernier lieu le 28 janvier 2021.

**Art. 2.** La crise sanitaire liée au coronavirus COVID-19 est reconnue par le Gouvernement comme un événement extraordinaire au sens de l'article 10 du décret.

**Art. 3.** Selon les modalités déterminées par le Ministre, une indemnité spécifique est octroyée conformément aux conditions visées au point 22 de l'encadrement temporaire, à l'entreprise :

1° qui possède une unité d'établissement visée à l'article I.2, 16°, du Livre I<sup>er</sup>, du Code de droit économique, en Région wallonne avant le 1<sup>er</sup> janvier 2021;

2° dont l'activité principale relève du code NACE-BEL 49.310 ou 49.390;

3° qui démontre une perte de chiffre d'affaires de minimum 50% sur les trois derniers trimestres 2020 par rapport aux trois derniers trimestres 2019;

4° qui justifie de l'arrêt de son véhicule ou de ses véhicules;

5° qui n'était pas en difficulté au 31 décembre 2019, au sens de l'article 2, point 18, du règlement (UE) 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, ci-après dénommé règlement (UE) 651/2014;

6° qui n'a pas reçu, en ce compris l'indemnité spécifique visée dans le présent arrêté, plus de 1.800.000 euros d'aide dans le cadre du point 22 de l'encadrement temporaire.

Est considéré à l'arrêt conformément à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 4°, le véhicule qui est entravé significativement dans son utilisation habituelle par les mesures prises par les différents niveaux de pouvoirs dans le cadre de la crise liée au COVID-19.

L'indemnité spécifique visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, est attribuée une seule fois par entreprise inscrite dans la Banque-Carrefour des Entreprises, conformément au livre III, Titre 2, chapitre 1<sup>er</sup>, du Code de droit économique.

**Art. 4.** Le montant de l'indemnité spécifique correspond à 5 % de la valeur d'achat hors TVA de chaque véhicule à l'arrêt, conformément à l'article 3, alinéa 1<sup>er</sup>, 4°, qui figurait dans le patrimoine de l'entreprise au 18 mars 2020.

Est également considéré comme un véhicule figurant dans le patrimoine de l'entreprise, le véhicule détenu en vertu d'un contrat de location-vente ou d'un contrat de location ou d'un leasing.

L'indemnité spécifique est plafonnée à 500.000 euros par entreprise.

Le Ministre peut déterminer les documents probants permettant d'effectuer l'analyse pertinente des demandes introduites dont notamment les documents probants permettant à l'entreprise de prouver qu'un véhicule est à l'arrêt.

**Art. 5.** Selon les modalités déterminées par le Ministre, l'entreprise introduit auprès de l'Administration sa demande d'indemnité spécifique via un formulaire sur la plateforme web.

Lors de l'introduction du dossier sur la plateforme web, l'entreprise doit, au moins, fournir les informations suivantes :

1° son numéro de Banque-Carrefour des Entreprises;

2° le code NACE-BEL de l'activité pour laquelle l'entreprise sollicite l'intervention spécifique;

3° une déclaration sur l'honneur à compléter sur la plateforme web;

4° le numéro de compte de l'entreprise.

L'entreprise déclare au moins, via la déclaration sur l'honneur, ne pas dépasser les plafonds prévus par l'encadrement temporaire et visés à l'article 3, alinéa 1<sup>er</sup>, 4° et que ses véhicules pour lesquels l'indemnité spécifique est sollicitée sont à l'arrêt.

L'Administration peut recourir aux banques de données constituant des sources authentiques afin d'obtenir toutes données nécessaires à l'examen du dossier.

**Art. 6.** La décision de recevabilité, de paiement, du contrôle et du recouvrement des indemnités spécifiques relève de tout agent de niveau A tel que défini dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne, désigné par le directeur général de l'Administration.

**Art. 7.** L'agent de niveau A visé à l'article 6 analyse la demande d'indemnité spécifique et lorsque la demande n'est pas recevable, il suspend la demande d'indemnité spécifique et informe l'entreprise qui peut compléter sa demande et la soumettre à un nouvel examen de recevabilité.

Si le dossier n'est pas complété et soumis à un nouvel examen de recevabilité dans un délai d'un mois à dater de la date de suspension, la demande d'indemnité spécifique est définitivement annulée.

Si la demande répond aux conditions fixées, l'entreprise est informée électroniquement que l'indemnité spécifique est accordée.

L'Administration avertit l'entreprise que l'indemnité spécifique est octroyée sous le régime de l'encadrement temporaire.

**Art. 8.** L'Administration publie les informations pertinentes, énumérées à l'annexe III et conformément à l'article 9 du règlement (UE) n° 651/2014, sur chaque indemnité spécifique supérieure à 100.000 euros octroyée en vertu du présent arrêté via l'outil IT de la Commission européenne, et ce, dans les douze mois suivant la date de l'octroi.

L'Administration conserve toutes les informations indispensables pour établir que les conditions nécessaires ont été respectées, pendant une période de dix ans à compter de l'octroi de l'indemnité spécifique. L'Administration transmet ces informations à la Commission européenne si elle en fait la demande.

**Art. 9.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

**Art. 10.** Le Ministre de l'Economie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 22 avril 2021.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,  
E. DI RUPO

Le Ministre de l'Economie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation,  
du Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,  
W. BORSUS

#### ÜBERSETZUNG

#### ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2021/31203]

#### 22. APRIL 2021 — Erlass der Wallonischen Regierung über die Gewährung einer spezifischen Beihilfe zugunsten des Personentransportsektors

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Klein- oder Mittelbetriebe, Artikel 10 und 19;

Aufgrund des Berichts vom 31. März 2021, der gemäß Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014, April 1995 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben erstellt wurde;

Aufgrund der am 31. März 2021 abgegebenen Stellungnahme des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 1. April 2021 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 3 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat am 2. April 2021 an den Staatsrat gerichteten Antrags auf Begutachtung innerhalb einer Frist von 5 Tagen;

In Erwägung, dass dieses Gutachten nicht innerhalb dieser Frist übermittelt worden ist;

Aufgrund von Artikel 84 § 4 Absatz 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In Erwägung des Ministeriellen Erlasses vom 28. Oktober 2020 zur Festlegung von Dringlichkeitsmaßnahmen zur Eindämmung der Ausbreitung des Coronavirus COVID-19, zuletzt abgeändert durch den Ministeriellen Erlass vom 26. März 2021;

In Erwägung des Konzertierungsausschusses vom 24. März 2021;

Obwohl der Reisebussektor nicht in der Liste der von einer Schließungsverpflichtung betroffenen Sektoren aufgeführt ist, wurde er seit Beginn der COVID-19-Krise durch restriktive Maßnahmen im Zusammenhang mit Reisen, aber auch im weiteren Sinne mit Freizeitaktivitäten stark beeinträchtigt;

In Anbetracht der Besonderheit des Reisebussektors, der ein kapitalintensiver Sektor mit hohen laufenden Kosten ist, insbesondere aufgrund der starken und schnellen Abschreibung der Fahrzeuge und ihres geringen Restwerts, aber auch aufgrund der großen Infrastruktur, die mit der Organisation der Tätigkeit verbunden ist, wird vorgeschlagen, eine spezifische Maßnahme für diesen Sektor zu erlassen;

In der Erwägung, dass es dringend ist, den vorliegenden Erlass anzunehmen, dies wegen der nach wie vor bestehenden außergewöhnlichen Krisensituation, d.h. wegen der Folgen der COVID-19-Gesundheitskrise für viele Unternehmen, die indirekt schweren wirtschaftlichen Schaden erleiden;

In der Erwägung, dass es notwendig ist, den betroffenen Unternehmen Soforthilfe zu leisten, um den wirtschaftlichen Schaden zu begrenzen;

In der Erwägung, dass die Umsätze der durch den vorliegenden Erlass betroffenen Unternehmen zurückgegangen oder sogar völlig ausgefallen sind, wodurch das Einkommen sowohl der Unternehmer als auch ihrer Mitarbeiter gefährdet ist;

In der Erwägung, dass der Zweck dieser Beihilfe insbesondere darin besteht, die Schwierigkeiten zu reduzieren und zu versuchen, eine Konkurswelle der Unternehmen zu verhindern, die infolge der Krise akute Liquiditätsprobleme haben;

In der Erwägung, dass Zahlungsausfälle aufgrund von Liquiditätsproblemen einen Dominoeffekt auf die Wirtschaft der betreffenden Unternehmen haben könnten, der um jeden Preis vermieden werden sollte;

In der Erwägung, dass diese Probleme und Auswirkungen bereits zu spüren sind und daher Verzögerungen bei der Durchführung der Hilfsmaßnahme nicht gerechtfertigt sind;

In der Erwägung, dass es somit unerlässlich ist, in diesen Bereichen Maßnahmen zu treffen;

In der Erwägung, dass es von grundlegender Bedeutung ist, diesen Sektor so schnell wie möglich finanziell zu unterstützen;

Aufgrund der Mitteilung der Kommission vom 19. März 2020 über den befristeten Rahmen für staatliche Beihilfen zur Stützung der Wirtschaft angesichts des derzeitigen Ausbruchs von COVID-19, Punkt 22;

In Anbetracht der Tatsache, dass dieser Erlass erst nach Genehmigung durch die Europäische Kommission gemäß der oben genannten Mitteilung der Kommission vom 19. März 2020 anwendbar sein wird;

Auf Vorschlag des Ministers für Wirtschaft;

Nach Beratung,

Beschließt:

**Artikel 1** - Zwecks der Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten die folgenden Definitionen:

1° Dekret: das Dekret vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Klein- oder Mittelbetriebe;

2° Minister: der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Wirtschaft gehört;

3° Unternehmen: das Kleinst-, Klein-, oder Mittelunternehmen im Sinne von Artikel 3 §§ 3 und 5 des Dekrets sowie die natürliche Person, die hauptberuflich eine berufliche Aktivität ausübt und die aufgrund ihres Berufseinkommens Sozialbeiträge zahlt;

4° NACE-BEL-Code: das vom belgischen Nationalen Statistischen Institut in einem harmonisierten Europäischen Rahmen erarbeitete Verzeichnis (NACE-BEL 2008) der Wirtschaftszweige in der Europäischen Gemeinschaft, so wie es durch die Verordnung (EWG) Nr. 3037/90 des Rates vom 9. Oktober 1990 bezüglich der statistischen Systematik der Wirtschaftszweige in der Europäischen Gemeinschaft, abgeändert durch die Verordnung (EWG) Nr. 761/93 der Kommission vom 24. März 1993, die Verordnung (EG) Nr. 29/2002 der Kommission vom 19. Dezember 2001, die Verordnung (EWG) Nr. 1882/2003 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 29. September 2003 und die Verordnung (EG) Nr. 1893/2006 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 20. Dezember 2006 auferlegt;

5° Verwaltung: der Öffentliche Dienst der Wallonie Wirtschaft, Beschäftigung und Forschung.

6° Internetplattform: die webbasierte Anwendung im Sinne von Artikel 1 § 1 Absatz 1 Ziffer 6 des Dekrets vom 21. Dezember 2016 zur Gewährung von Beihilfen an Projektträger und kleine und mittlere Unternehmen als Entgelt für Dienstleistungen zur Förderung des Unternehmertums oder des Wachstums anhand eines integrierten Portfolios für Beihilfen in der Wallonischen Region, und zur Schaffung einer Datenbank aus authentischen Quellen in Verbindung mit diesem integrierten Portfolio, die über <https://indemnitecovid.wallonie.be> zugänglich ist;

7° befristeter Rahmen: die Mitteilung der Kommission vom 19. März 2020 über den befristeten Rahmen für staatliche Beihilfen zur Stützung der Wirtschaft angesichts des derzeitigen Ausbruchs von COVID-19, am 28. Januar 2021 zuletzt abgeändert;

**Art. 2** - Die Gesundheitskrise im Zusammenhang mit dem Coronavirus COVID-19 wird von der Regierung als ein außerordentliches Ereignis im Sinne von Artikel 10 des Dekrets anerkannt.

**Art. 3** - Nach den vom Minister festgelegten Verfahren wird unter den in Punkt 22 des befristeten Rahmens genannten Bedingungen eine spezifische Beihilfe dem Unternehmen gewährt:

1° das vor dem 1. Januar 2021 eine Niederlassungseinheit im Sinne von Artikel I. 2. Ziffer 16 des Buches I des Wirtschaftsgesetzbuches in der Wallonischen Region besitzt;

2° dessen Hauptaktivität unter den Code NACE-BEL 49.310 oder 49.390 fällt;

3° das einen Umsatzverlust von mindestens 50% in den letzten drei Quartalen des Jahres 2020 im Vergleich zu den letzten drei Quartalen des Jahres 2019 nachweist;

4° das nachweisen kann, dass sein Fahrzeug oder seine Fahrzeuge still steht bzw. stehen;

5° das am 31. Dezember 2019 kein Unternehmen in Schwierigkeiten ist im Sinne von Artikel 2 Ziffer 18 der Verordnung (EU) Nr. 651/2014 der Kommission vom 17. Juni 2014 zur Feststellung der Vereinbarkeit bestimmter Gruppen von Beihilfen mit dem Binnenmarkt in Anwendung der Artikel 107 und 108 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union, nachstehend die Verordnung (EU) 651/2014 genannt;

6° das im Rahmen des Punktes 22 des befristeten Rahmens nicht mehr als 1.800.000 Euro Beihilfegelder erhalten hat, einschließlich der spezifischen Beihilfe nach dem vorliegenden Erlass.

Ein Fahrzeug gilt als stillstehend im Sinne des Absatzes 1 Ziffer 4, wenn seine normale Benutzung durch die von den verschiedenen Machtebenen im Zusammenhang mit der COVID-19-Krise getroffenen Maßnahmen erheblich behindert wird.

Die spezifische Beihilfe nach Absatz 1 wird in Übereinstimmung mit Buch III Titel 2 Kapitel 1 des Wirtschaftsgesetzbuches nur einmal für jedes Unternehmen gewährt, das in der Zentralen Datenbank der Unternehmen eingetragen ist.

**Art. 4** - Die Höhe der spezifischen Beihilfe entspricht 5 % des Anschaffungswerts, ohne MwSt., jedes stillstehenden Fahrzeugs gemäß Artikel 3 Absatz 1 Ziffer 4, das am 18. März 2020 zum Vermögen des Unternehmens gehörte.

Ein Fahrzeug, das im Rahmen eines Mietkaufvertrags oder eines Miet- oder Leasingvertrags gehalten wird, gilt ebenfalls als Fahrzeug im Vermögen des Unternehmens.

Die spezifische Beihilfe ist auf 500.000 Euro pro Unternehmen begrenzt.

Der Minister kann die beweiskräftigen Dokumente bestimmen, die eine entsprechende Analyse der eingereichten Anträge ermöglichen, einschließlich der beweiskräftigen Dokumente, die es dem Unternehmen ermöglichen, nachzuweisen, dass ein Fahrzeug steht.

**Art. 5** - Nach den vom Minister festgelegten Modalitäten reicht das Unternehmen seinen Antrag auf die spezifische Beihilfe mittels eines auf der Internetplattform verfügbaren Formulars bei der Verwaltung ein.

Bei der Einreichung der Antragsakte auf der Internetplattform muss das Unternehmen mindestens folgende Angaben machen:

- 1° ihre Nummer bei der Zentralen Datenbank der Unternehmen;
- 2° den NACE-BEL-Code der Tätigkeit, für welche das Unternehmen die spezifische Beihilfe beantragt;
- 3° eine auf der Internetplattform auszufüllende ehrenwörtliche Erklärung;
- 4° die Kontonummer des Unternehmens.

Das Unternehmen erklärt zumindest in der ehrenwörtlichen Erklärung, dass es die im befristeten Rahmen festgelegten und in Artikel 3 Absatz 1 Ziffer 4 genannten Höchstgrenzen nicht überschreitet und dass seine Fahrzeuge, für die die Sondervergütung beantragt wird, stillstehen.

Die Verwaltung kann auf Datenbanken zurückgreifen, die authentische Quellen darstellen, um alle für die Prüfung der Akte erforderlichen Daten zu erhalten.

**Art. 6** - Die Entscheidung über die Zulässigkeit, die Auszahlung, die Kontrolle und die Beitreibung von spezifischen Beihilfen unterliegt der Zuständigkeit jedes Bediensteten der Stufe A im Sinne des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes, der von dem Generaldirektor der Verwaltung bestellt worden ist.

**Art. 7** - Der in Artikel 6 genannte Bedienstete der Stufe A prüft den Antrag auf spezifische Beihilfe; wenn dieser nicht zulässig ist, setzt der Bedienstete den Antrag auf spezifische Beihilfe aus und meldet dies dem Unternehmen, das seinen Antrag ergänzen und einer erneuten Prüfung der Zulässigkeit unterbreiten kann.

Wenn die Akte innerhalb eines Monats ab dem Datum der Aussetzung nicht ergänzt und einer erneuten Zulässigkeitsprüfung unterbreitet wird, wird der Antrag auf eine spezifische Beihilfe endgültig annulliert.

Erfüllt der Antrag die festgelegten Bedingungen, wird der Betrieb elektronisch darüber informiert, dass die spezifische Beihilfe gewährt wird.

Die Verwaltung teilt dem Unternehmen mit, dass die spezifische Beihilfe nach der Regelung über den befristeten Rahmen gewährt wird.

**Art. 8** - Die Verwaltung veröffentlicht die relevanten, in Anhang III aufgelisteten Informationen nach Artikel 9 der Verordnung (EU) Nr. 651/2014 in Bezug auf jede spezifische Beihilfe über 100.000 Euro, die kraft des vorliegenden Erlasses gewährt wurde; dies erfolgt binnen zwölf Monaten nach dem Datum der Gewährung anhand des betreffenden IT-Werkzeugs der Europäischen Kommission.

Die Verwaltung bewahrt alle Informationen, die erforderlich sind, um festzustellen, dass die erforderlichen Voraussetzungen erfüllt worden sind, während eines Zeitraums von zehn Jahren ab der Gewährung der spezifischen Beihilfe auf. Die Verwaltung übermittelt diese Informationen der Europäischen Kommission, wenn Letztere sie verlangt.

**Art. 9** - Der vorliegende Erlass tritt am Tage seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

**Art. 10** - Der Minister für Wirtschaft wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 22. April 2021

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident

E. DI RUPO

Der Minister für Wirtschaft, Außenhandel, Forschung und Innovation,  
digitale Technologien, Raumordnung, Landwirtschaft, das IFAPME und die Kompetenzzentren  
W. BORSUS

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2021/31203]

**22 APRIL 2021. — Besluit van de Waalse Regering betreffende de toekenning van een specifieke toelage voor de sector personenvervoer**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van kleine en middelgrote ondernemingen, inzonderheid op de artikelen 10 en 19;

Gelet op het rapport van 31 maart 2021, opgemaakt overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 31 maart 2021;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 1 april 2021;

Gelet op de adviesaanvraag binnen een termijn van 5 dagen, gericht aan de Raad van State op 2 april 2021, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 3°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het uitblijven van advies binnen deze termijn;

Gelet op artikel 84, § 4, lid 2, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Gelet op het ministerieel besluit van 28 oktober 2020 houdende dringende maatregelen om de verspreiding van het coronavirus COVID-19 te beperken, voor het laatst gewijzigd op 26 maart 2021;

Gelet op het Overlegcomité van 24 maart 2021;

Overwegende dat, hoewel zij niet zijn opgenomen in de lijst van sectoren waarvoor een sluitingsverplichting geldt, de autocarsector sinds het begin van de COVID-19 -crisis bijzonder zwaar getroffen wordt door de inperkingsmaatregelen in verband met reizen, maar ook, in ruimere zin, in verband met recreatieve activiteiten;

Gelet op het specifieke karakter van de autocarsector, die een kapitaalintensieve sector is met hoge lopende kosten, met name door de sterke en snelle afschrijving van voertuigen en hun lage restwaarde, maar ook door de grote infrastructuren die verband houden met de organisatie van de activiteit, wordt voorgesteld dat een specifieke maatregel voor deze sector wordt aangenomen;

Overwegende dat het dringend is om dit besluit aan te nemen gezien de uitzonderlijke crisissituatie die nog steeds bestaat, namelijk de gevolgen van de gezondheids crisis COVID-19 voor veel ondernemingen die indirect ernstige economische schade lijden;

Overwegende dat het noodzakelijk is om dringend steunmaatregelen te voorzien voor de getroffen ondernemingen, ten einde de economische schade te beperken;

Overwegende dat de onder dit besluit vallende ondernemingen hun omzet fors zien dalen, of zelfs helemaal verdwijnen, en dat hierdoor het inkomen van de ondernemers en van hun werknemers in het gedrang komt;

Overwegende dat deze steun onder meer tot doel heeft om de ontstane moeilijkheden het hoofd te bieden en een golf van faillissementen proberen te voorkomen onder de ondernemingen die prangende liquiditeitsproblemen ondervinden ten gevolge van de crisis;

Overwegende dat wanbetalingen ten gevolge van liquiditeitsproblemen een domino-effect in de economie zouden kunnen veroorzaken, hetgeen ten alle koste voorkomen moet worden;

Overwegende dat deze problemen en effecten op zeer korte termijn voelbaar zullen zijn en dat het dus niet verantwoord is om enige vertraging op te lopen in het uitvoeren van de steunmaatregel;

Overwegende dat er dan ook reden is om maatregelen op deze gebieden te treffen;

Overwegende dat het van essentieel belang is deze sector zo spoedig mogelijk financieel te kunnen steunen;

Gelet op de mededeling van de Commissie van 19 maart 2020 in verband met de tijdelijke omkadering van de staatssteunmaatregelen ter ondersteuning van de economie in de actuele context van de wijdverspreide COVID-19 epidemie, punt 22;

Overwegende dat dit besluit pas van toepassing zal zijn na goedkeuring door de Europese Commissie overeenkomstig de bovengenoemde mededeling van de Commissie van 19 maart 2020;

Op de voordracht van de Minister van Economie;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder:

1° het decreet: het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van kleine en middelgrote ondernemingen;

2° de Minister: de Minister bevoegd voor Economie;

3° de onderneming: de zeer kleine, kleine of middelgrote onderneming bedoeld in artikel 3, §§ 3 en 5, van het decreet, evenals de natuurlijke persoon die een activiteit in hoofdberoep uitoefent en die, rekening houdend met zijn beroepsinkomsten, sociale bijdragen dient te betalen;

4° de NACE-BEL-code: de activiteiten nomenclatuur uitgewerkt door het Nationaal Instituut voor de Statistiek (NACE-BEL 2008) in ééngemaakt Europees verband, opgelegd bij Verordening (EEG) nr. 3037/90 van 9 oktober 1990 van de Raad betreffende de statistieke nomenclatuur van de economische activiteiten in de Europese Gemeenschap, gewijzigd bij Verordening (EEG) nr. 761/93 van de Commissie van 24 maart 1993, bij Verordening (EG) nr. 29/2002 van 19 december 2001, bij Verordening (EG) nr. 1882/2003 van het Europese Parlement en van de Raad van 29 september 2003 en bij Verordening (EG) nr. 1893/2006 van het Europese Parlement en van de Raad van 20 december 2006;

5° de Administratie: de Waalse Overheidsdienst Economie, Tewerkstelling en Onderzoek;

6° het webplatform: de webtoepassing bedoeld in artikel 1, § 1, eerste lid, 6°, van het decreet van 21 december 2016 houdende de toekenning van steun via een in het Waalse Gewest geïntegreerd steunportfolio aan projectontwikkelaars en kleine en middelgrote ondernemingen, ter vergoeding van de diensten ter bevordering van het ondernemerschap of de groei, en strekkende de oprichting van een databank van authentieke bronnen die verbonden is met die geïntegreerde portefeuille, die toegankelijk is op <https://indemnitecovid.wallonie.be>;

7° de tijdelijke kaderregeling : de mededeling van de Commissie van 19 maart 2020 in verband met de tijdelijke omkadering van de staatssteunmaatregelen ter ondersteuning van de economie in de actuele context van de wijdverspreide COVID-19 epidemie, laatst gewijzigd op 28 januari 2021.

**Art. 2.** De gezondheids crisis gebonden aan het coronavirus COVID-19 wordt door de Regering erkend als een buitengewone gebeurtenis in de zin van artikel 10 van het decreet.

**Art. 3.** Volgens de door de Minister vastgestelde modaliteiten wordt een specifieke toelage overeenkomstig de in punt 22 van de tijdelijke kaderregeling bedoelde voorwaarden toegekend aan de onderneming:

1° die vóór 1 januari 2021 in het Waalse Gewest eigenaar is van een vestigingseenheid als bedoeld in artikel I.2., 16°, van Boek I van het Wetboek van economisch recht;

2° waarvan de hoofdactiviteit onder de NACE-BEL-code 49.310 of 49.390 valt;

3° die over de laatste drie kwartalen van 2020 een omzetverlies van ten minste 50% ten opzichte van de laatste drie kwartalen van 2019 laat zien;

4° die kan bewijzen dat haar voertuig of haar voertuigen stilstaat/stilstaan;

5° die geen onderneming in moeilijkheden was op 31 december 2019 in de zin van artikel 2, punt 18, van Verordening (EU) nr. 651/2014 van de Commissie van 17 juni 2014 waarbij bepaalde categorieën steun op grond van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie, hierna Verordening (EU) 651/2014 genoemd, worden verklaard;

6° die, met inbegrip van de in dit besluit bedoelde specifieke toelage, niet meer dan 1 800 000 EUR aan steun uit hoofde van punt 22 van de tijdelijke kaderregeling heeft ontvangen.

Een voertuig wordt geacht stil te staan in de zin van het eerste lid, 4°, indien het normale gebruik ervan aanzienlijk wordt belemmerd door de maatregelen die door de verschillende regeringsniveaus zijn genomen in verband met de COVID-19 crisis.

De in het eerste lid bedoelde specifieke toelage kan slechts eenmaal per onderneming ingeschreven in de Kruispuntbank van Ondernemingen worden toegekend, overeenkomstig boek III, Titel 2, hoofdstuk 1, van het Wetboek van Economisch recht.

**Art. 4.** Het bedrag van de specifieke toelage stemt overeen met 5 % van de aankoopwaarde, exclusief btw, van elk voertuig bij stilstand, overeenkomstig artikel 3, lid 1, 4°, dat op 18 maart 2020 tot het vermogen van de onderneming behoorde.

Een voertuig dat op grond van een huurkoopovereenkomst of een huur- of leasingovereenkomst wordt gehouden, wordt ook beschouwd als een voertuig dat deel uitmaakt van het vermogen van de onderneming.

De specifieke toelage is beperkt tot 500.000 euro per onderneming.

De Minister kan de bewijsstukken vaststellen die de relevante analyse van de ingediende aanvragen mogelijk maken, waaronder met name de bewijsstukken aan de hand waarvan de onderneming kan aantonen dat een voertuig stilstaat.

**Art. 5.** Volgens de door de Minister vastgestelde modaliteiten dient de onderneming via een formulier op het webplatform haar aanvraag voor een specifieke toelage in bij de Administratie.

Bij het indienen van het dossier op het webplatform moet de onderneming ten minste de volgende informatie verstrekken :

1° haar nummer van de Kruispuntbank van Ondernemingen;

2° de NACE-BEL- code voor de activiteit waarvoor de onderneming de specifieke tegemoetkoming aanvraagt;

3° een verklaring op erewoord die op het webplatform ingevuld moet worden;

4° het rekeningnummer van de onderneming.

De onderneming verklaart ten minste door middel van de verklaring op erewoord dat zij de in de tijdelijke kaderregeling vastgestelde maxima, als bedoeld in artikel 3, eerste lid, 4°, niet overschrijdt en dat haar voertuigen waarvoor de specifieke toelage wordt gevraagd, stilstaan.

De Administratie kan gebruik maken van de databanken die authentieke bronnen vormen om alle gegevens te verkrijgen die nodig zijn voor het onderzoek van het dossier.

**Art. 6.** De beslissing over de ontvankelijkheid, de betaling, de controle en invordering van de specifieke toelagen wordt genomen door elk personeelslid van niveau A zoals omschreven in het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode, dat door de directeur-generaal van de Administratie wordt aangewezen.

**Art. 7.** Het in artikel 6 bedoelde personeelslid van niveau A analyseert de aanvraag voor een specifieke toelage en, indien de aanvraag niet ontvankelijk is, schorst hij de aanvraag voor de specifieke toelage en brengt hij de onderneming op de hoogte, die haar aanvraag kan aanvullen en indienen voor een nieuw onderzoek naar de ontvankelijkheid.

Als het dossier niet wordt aangevuld en onderworpen aan een nieuw ontvankelijkheidsonderzoek binnen een termijn van één maand te rekenen van de datum van schorsing, dan wordt de aanvraag voor de specifieke toelage definitief vernietigd.

Indien de aanvraag aan de gestelde voorwaarden voldoet, wordt de onderneming er elektronisch van in kennis gesteld dat de specifieke toelage wordt toegekend.

De Administratie stelt de onderneming ervan in kennis dat de specifieke toelage wordt toegekend op grond van de tijdelijke kaderregeling.

**Art. 8.** De Administratie publiceert de relevante informatie, vermeld in bijlage III en in overeenstemming met artikel 9 van Verordening (EU) nr. 651/2014, over elke specifieke toelage van meer dan 100 000 euro die op grond van dit besluit wordt toegekend, binnen twaalf maanden na de datum van toekenning via het IT-instrument van de Europese Commissie.

De Administratie bewaart alle gegevens die nodig zijn om vast te stellen of aan de gestelde voorwaarden is voldaan, gedurende een periode van tien jaar na de toekenning van de specifieke toelage. De Administratie geeft deze informatie door aan de Europese Commissie indien deze daarom verzoekt.

**Art. 9.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt wordt.

**Art. 10.** De Minister van Economie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 22 april 2021.

Voor de Regering:

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie,  
Digitale Technologieën, Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,  
W. BORSUS